

depuis deux ans qu'elle fait partie du gouvernement. Je suppose qu'elle ne ferme pas l'œil de la nuit. Cherchant désespérément le sommeil, elle doit réfléchir à ce qui se passe et à ce que devrait être le gouvernement . . .

**Mme Erola:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Les accusations du député me déconcertent. A-t-il entendu parler de la qualité du minerai qu'on extrait de la mine en question?

**M. Hnatyshyn:** Monsieur l'Orateur, cette interruption me réjouit. J'ai une admiration réticente pour le ministre qui siège au milieu de tels collègues. J'éprouve une certaine sympathie pour elle, car elle n'est ici que depuis deux ans et il n'est pas facile de comprendre la façon dont le gouvernement gouverne.

Monsieur l'Orateur, j'ai sous les yeux des données concernant la qualité du minerai, et j'ai aussi entendu l'avis éclairé et professionnel de géologues et d'ingénieurs miniers employés à Uranium City. Ils m'ont dit que la fermeture de l'entreprise n'était pas absolument nécessaire et qu'elle pourrait demeurer en activité beaucoup plus de deux ou trois ans sans mettre en péril la position de l'Eldorado.

J'ai déjà rappelé certaines des dépenses qui ont été faites et je sais que le jumeau d'Ottawa-Centre ne voudrait enlever aucun droit à la Saskatchewan. Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Evans) est allé en Saskatchewan il y a deux semaines pour assister au congrès du parti libéral provincial. L'assemblée aurait pu avoir lieu dans une cabine téléphonique, monsieur l'Orateur! Le secrétaire parlementaire est allé se porter à la défense du budget. C'est pourquoi je suis surpris de le voir revenir à la Chambre avec le sourire, compte tenu de l'accueil pour le moins réservé que lui ont fait les libéraux de la Saskatchewan. Ils ont été obligés d'envoyer une délégation à Ottawa pour rencontrer le ministre et l'interroger sur la stratégie économique et industrielle—si tant est qu'il y en a une. Il sait à quelles pressions sont soumis la poignée de libéraux qui restent en Saskatchewan, lorsqu'on les accable avec les décisions absurdes comme celles prises à Uranium City et dans le budget. Il sait que la crédibilité du parti libéral est absolument nulle en Saskatchewan, si ce n'est dans tout le pays.

Uranium City est le site d'une tragédie, monsieur l'Orateur. Le ministre d'État (Mines) devrait le savoir, elle qui est originaire d'une localité minière. Elle sait ce qui va arriver à la collectivité, aux familles, aux gens qui ont investi toutes les économies d'une vie sur la base des déclarations contenues dans le rapport annuel, dans les campagnes de publicité et de recrutement de la société Eldorado Nucléaire. Imaginez-vous, monsieur l'Orateur, que cette société a fait venir 45 familles, environ deux semaines avant la fermeture de la mine. Imaginez que l'on a fait déménager des gens de la région de l'Atlantique dans le nord de la Saskatchewan et que, la première fois qu'ils se présentent pour encaisser leur chèque de paie, on leur donne un avis de cessation d'emploi. Cela dépasse l'entendement!

Le gouvernement a fermé la mine sans vraiment examiner des solutions de rechange. J'ai bien peur que la situation actuelle ne soit le fait de la mauvaise gestion et de l'incompétence.

● (2040)

Comment le ministre peut-il tolérer que la société continue à faire des investissements importants pour construire cette nou-

### *Prestations d'adaptation pour les travailleurs*

velle centrale, qu'elle installe de nombreuses machines, qu'elle déménage toutes ses installations et construite de nouveaux logements et de nouveaux systèmes de chauffage pour les travailleurs alors qu'elle envisage de fermer la mine dans un avenir proche? On a bien inutilement donné de faux espoirs aux habitants de la localité. Faut-il s'étonner que les habitants d'Uranium City demandent qu'on effectue une enquête? Peut-on, dans ces circonstances, le leur refuser? Si la chose n'était pas aussi tragique, il serait risible de voir l'ironie du sort qui veut que le gouvernement présente des mesures législatives préconisant la création de comités de planification dans le cas de fermetures d'usines, alors qu'au même moment il laisse les habitants d'Uranium City croire que l'avenir de leur localité est assuré, quand il annonce la fermeture et qu'il n'est pas en mesure de garantir des compensations adéquates.

Comme le gouvernement ne peut pas assurer la direction du pays, nous devons envisager d'adopter des mesures législatives pour faire face à la situation de villes minières d'uranium qui vont fleurir dans tout le pays. C'est parce que le gouvernement n'a pas su donner d'orientation ni su planifier que nous nous trouvons devant de telles difficultés.

Il fut un temps où le gouvernement libéral avait la réputation de réagir aux attentes de nos concitoyens. Aujourd'hui, on considère qu'il réagit après coup. Le porte-parole de ce gouvernement ne fait preuve d'aucune empathie à l'égard de nos concitoyens qui font les frais de la gabegie et de l'incurie du gouvernement. La fin de semaine quand je suis dans ma circonscription, je ne peux pas m'empêcher d'être impressionné par le nombre de gens qui m'accostent dans la rue et me demandent: «Le ministre des Finances (M. MacEachen) se rend-il compte de ce qu'il fait? Ne comprend-il pas que son budget a des répercussions graves pour ma petite épicerie?» ou «pour ma petite entreprise», «pour ma compagnie d'assurance» ou «pour mon agence d'assurance». Beaucoup de gens qui ont travaillé longtemps pour le compte des chemins de fer me disent la chose suivante: «Nous ne sommes pas beaucoup payés, et nous n'avons pas une grosse retraite; mais au moins nous avons droit à des cartes pour voyager à bord des chemins de fer. Or, voilà que maintenant ces prestations seront imposées».

**M. Nickerson:** Peu importe, de toute façon il n'y a plus de trains.

**M. Hnatyshyn:** Nombre de gens nous disent qu'ils avaient fait des projets en fonction des mesures budgétaires adoptées par le gouvernement, mais tout à coup, après avoir élaboré ces projets et avoir fait de grandes dépenses pour obtenir l'avis de comptables, ils constatent que certains revenus sont maintenant assujettis à l'impôt et ils devront revoir leurs opérations financières. Le Canadien ordinaire doit supporter le fardeau que leur impose la mauvaise gestion du gouvernement. Je signalerai une chose à Votre Honneur. Les gens doivent pourvoir à leurs propres besoins, et ils n'obtiendront rien gratuitement du ministre des Finances.

Par conséquent, quand j'examine ce qui se passe à Uranium City, j'estime que le gouvernement a effectivement décidé de faire disparaître une ville. Puis après avoir lu ce projet de loi avec cette situation en tête, on se demande ce qu'il en est. En fin de semaine, une lettre m'a été remise chez moi, à Saskatoon, et je vous la lirai. Comme Votre Honneur peut le constater, elle porte la signature d'une centaine de personnes